

Numéro	Objet	Date	Nomenclature
048/2023	taxe d'aménagement communale	27/06/2023	7.2. fiscalité

Envoyé en préfecture le 28/06/2023

Reçu en préfecture le 28/06/2023

Publié le

ID : 013-211300363-20230627-23_CM_048-DE



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **22**
Procurations : **4**
Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

OBJET : Taxe d'aménagement communale

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Béangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludivine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :
Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

Absents excusés : OWEDYK Corinne.

Par délibération n° 098/2014 du 4 juillet 2014, le Conseil municipal avait fixé à 4 % le taux de la TA (Taxe d'aménagement) sur le territoire communal, à compter du 1^{er} janvier 2015 sans exonérations facultatives et sans limitation de durée.

Cette décision doit être délibérée en vertu de l'article 1635 quater A, alinéa III qui stipule que « Les délibérations mentionnées aux I et II ne peuvent être rapportées pendant une durée de trois ans à compter de l'année qui suit celle de la délibération. ».

Il est rappelé que pour financer les équipements publics des communes, le législateur avait remplacé, à compter du 1^{er} mars 2012, la taxe locale d'équipement et la participation pour aménagement d'ensemble par la taxe d'aménagement et au 1^{er} janvier 2015, les participations telles que, notamment, la participation pour voirie et réseaux (PVR), la participation pour raccordement à l'égout (PRE).

La commune d'Eyragues ayant maintenant un Plan Local d'Urbanisme approuvé, la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1%. Elle peut toutefois fixer librement un autre taux dans la limite de 5% ainsi qu'un certain nombre d'exonérations en vertu du CGI (code général des impôts) et le CU (code de l'urbanisme).

Il est donc proposé de maintenir la TA (taxe d'aménagement) au taux de 4% et sans exonérations facultatives.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Vu code général des impôts notamment ses articles 1635 quater A et suivants ;

Vu l'article 155 de la loi de finances pour 2021 qui a posé le cadre du transfert de la gestion des taxes d'urbanisme des directions départementales des territoires (DDT) à la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), qui en assure désormais la liquidation et le recouvrement.

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

Instituer sur l'ensemble du territoire communal (hormis les zones de TAm : majorée), la taxe d'aménagement au taux de 4% (choix de 1% à 5%) ;

Dire qu'aucune exonération facultative n'est prévue ;

Dire que la présente délibération, qui remplace la précédente, est valable pour une durée de 3 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2026) et que le taux peut être modifiés tous les ans.

Dire que cette délibération sera télétransmise au représentant de l'État et la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), qui en assure désormais la liquidation et le recouvrement.

Autoriser M. Le Maire ou son 1^{er} Adjoint à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Michel GAVANON



Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*